



**Canadian Animal Health Coalition**  
*Promoting a collaborative approach to animal health*

**Coalition canadienne pour la santé des animaux**  
*Œuvrant pour une vision commune de la santé animale*

---

**ANIMAL HEALTH EMERGENCY MANAGEMENT PROJECT**

**PROJET DE GESTION DES URGENCES EN SANTÉ ANIMALE**

---

# Enseignements

## Écllosion de DEP au Manitoba en 2017

Préparé pour le  
**Conseil manitobain du porc**

Préparé par  
**Serecon Inc.**  
Edmonton (Alberta)



Facilité par la  
**Coalition canadienne pour la santé des animaux**

31 mars 2018

31 mars 2018

**OBJET : ENSEIGNEMENTS DE L'ÉCLOSION DE DEP AU MANITOBA EN 2017**

Le document qui suit résume les résultats de l'analyse des informations recueillies au sujet des enseignements de l'écllosion de DEP de 2017 pour le secteur manitobain du porc et ses acteurs. Les données démographiques de l'écllosion et l'épidémiologie de la maladie n'entrent pas dans le cadre du rapport. Celui-ci porte plutôt sur les activités menées par les acteurs pour confiner la maladie, pour en prévenir la propagation et pour que le secteur retourne à la normale.

Les données ont été obtenues à la faveur d'une série d'entretiens individuels avec des représentants des différentes facettes du groupe d'acteurs. Ces personnes ont été choisies dans le secteur public, le secteur des services et l'industrie des aliments pour animaux, chez les producteurs indépendants, dans les unités de production intégrées, chez les transformateurs et dans les parcs de rassemblement.

Nous avons résumé les points de vue exprimés et regroupé les réponses pour en faire une analyse générale de ce qui a bien fonctionné, des aspects à améliorer, ainsi que des recommandations individuelles dont l'application peut être envisagée pour la planification future.

Notons que le rapport ne se veut pas une vision consensuelle de l'examen de la riposte à l'épisode de DEP, mais un dossier documenté des questions distinctes qui se sont posées et des enseignements qui en ont été tirés. En bout de ligne, nous avons voulu présenter des données utiles et opportunes qui favoriseront l'élaboration d'un plan d'intervention d'urgence plus efficace à l'avenir.

Préparé dans le cadre d'une initiative pilote, le rapport démontre clairement que le secteur canadien du bétail est fonctionnellement capable de faciliter des initiatives visant à tirer des leçons des urgences en santé animale, et que le secteur manitobain du porc réfléchit activement à ses possibilités de croissance et d'amélioration.

Vos serviteurs,  
SERECON  
et la  
Coalition canadienne pour la santé des animaux

Pièce jointe

# Table des matières

<b>1.0 INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
HISTORIQUE	5
CONTEXTE	5
OBJECTIFS DU PROJET	5
PORTÉE	5
<b>2.0 DÉMARCHE ET ACTIVITÉS</b>	<b>6</b>
PLAN DE SONDAGE	6
<i>Gouvernement</i>	6
<i>Secteur des services</i>	7
<i>Conseil manitobain du porc</i>	8
<i>Producteurs</i>	9
ENTRETIENS ET ANALYSE	9
ATELIER	9
<b>3.0 CONSTATATIONS</b>	<b>10</b>
THÈMES DOMINANTS	10
ANALYSE PAR CATÉGORIE	10
CAPACITÉ D'APPOINT	11
<i>Laboratoire provincial – flux des échantillons</i>	11
<i>Camions, remorques et équipement</i>	13
<i>Problèmes et options dans le secteur des services</i>	14
COMMUNICATIONS ET COLLABORATION	15
<i>Rapidité vs confidentialité</i>	15
<i>Interventions au début vs à la fin de l'éclosion</i>	16
<i>Exploitations intégrées vs indépendantes</i>	17
BIOSÉCURITÉ À LA FERME ET DANS LE SECTEUR	18
<i>Protocoles et itinéraires préapprouvés</i>	18
<i>Traçabilité</i>	20
<i>Aliments pour animaux</i>	21
<i>Virus de la DEP</i>	21
<i>Remorques/équipement</i>	22
DOMAINES ENCORE À RISQUE	22
<i>Parcs de rassemblement</i>	23
<i>Abattoirs</i>	24
<i>Gestion des fumiers et enlèvement des animaux morts</i>	24
<i>Restrictions de poids sur la voie publique</i>	25
<b>4.0 RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS</b>	<b>26</b>
ENSEIGNEMENTS CLÉS	26
ENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	27
ÉTAPES SUIVANTES	29
<i>Secrétariat permanent</i>	29
<i>Analyse des coûts</i>	29
DERNIERS COMMENTAIRES	29

## Remerciements

Nous remercions les personnes et les organismes qui ont contribué leur temps, leur savoir-faire et/ou leurs ressources financières à ce projet. Leur apport a été essentiel au processus, et très apprécié.

Soulignons en particulier le rôle du Conseil manitobain du porc, qui a investi dans l'avenir du secteur en choisissant de mener cette initiative louable, et le soutien du ministère de l'Agriculture du Manitoba dans le même but.

Le financement du projet était assuré par le programme Agri-marketing dans le cadre de Cultivons l'avenir 2, une initiative fédérale-provinciale-territoriale.

# 1.0 Introduction

## Historique

Dans le cadre de la stratégie globale de prévention des maladies et de gestion des risques dans le secteur porcin du Manitoba, il a été jugé nécessaire d'examiner les mesures prises jusqu'à maintenant pour évaluer les enseignements du passé afin de concevoir une démarche de gestion des urgences plus efficace et plus efficiente en cas de survenue d'autres éclosions de maladies.

À l'automne 2017, les acteurs du secteur porcin ont clairement exprimé l'intérêt de revenir sur les enseignements d'épisodes passés, ce qui cadrerait bien dans un grand projet national, « Amélioration de la gestion des urgences en santé animale dans le secteur du bétail au Canada », administré par la Coalition canadienne pour la santé des animaux (« la Coalition », « la CCSA »).

L'étude des *enseignements* est une étape essentielle pour que les acteurs tirent des leçons des éclosions majeures et soient mieux préparés pour les suivantes. La Coalition a l'honneur de s'associer avec le Conseil manitobain du porc pour faciliter la présente étude, qui se veut un projet pilote pour des études semblables qu'il est proposé de mener dans le secteur du bétail après toutes les éclosions futures.

## Contexte

Le premier cas de diarrhée épidémique porcine (DEP) au Canada a été attesté en Ontario le 22 janvier 2014. La DEP est un virus qui cause une déshydratation et une diarrhée sévères chez les porcs; elle est généralement mortelle pour les jeunes animaux. C'est une maladie à déclaration obligatoire au Manitoba, et elle a des répercussions importantes dans le secteur porcin de la province.

Depuis 2014 au Manitoba, 90 exploitations se sont avérées positives pour la DEP. Il y a eu quatre cas en 2014, un autre en 2015 et cinq autres en 2016. Une hausse considérable est survenue en 2017, où 80 exploitations de plus ont reçu des tests positifs, dont deux dans la région du Centre-Sud auparavant indemne de la maladie.

Les acteurs du secteur porcin travaillent d'arrache-pied à maîtriser et à éradiquer la DEP, et la vétérinaire en chef (VC) du Manitoba entend poursuivre la collaboration avec le secteur pour enrayer la maladie. L'épisode a eu des répercussions importantes à la fois sur la réalité opérationnelle et sur les bénéfices financiers du secteur.

## Objectifs du projet

Les objectifs particuliers de notre analyse sont les suivants :

1. Concevoir un outil de sondage efficace pour interroger les acteurs du secteur sur ce qui a bien fonctionné et ce qu'il aurait fallu améliorer durant l'éclosion de 2017;
2. En collaboration avec le Conseil manitobain du porc, sonder les acteurs du secteur, résumer les informations obtenues et regrouper les constatations en catégories d'intervention générales;
3. Se servir des informations obtenues pour concevoir et animer une séance de travail avec les acteurs du secteur afin de tester la structure établie pour les enseignements;
4. Rédiger un rapport-synthèse des constatations pour pouvoir en dégager des mesures à prendre et des facteurs de réussite déterminants afin de mieux nous préparer aux futures éclosions de maladies.

Le projet se voulait aussi une occasion d'enrichir l'expérience et les connaissances de la Coalition pour qu'elle puisse aider les groupes du secteur et les pouvoirs publics qui les soutiennent à préparer des rapports sur les « enseignements » qui définissent le rôle du secteur lors des urgences sanitaires sectorielles.

## Portée

Il est important de souligner que le présent examen est directement associé à l'éclosion de DEP et aux mesures qui ont été prises à cet égard. L'éclosion est survenue sur plusieurs années, mais l'examen porte sur l'épisode de 2017.

Plusieurs constatations de cet examen pourraient sans doute être utiles à d'autres provinces ou s'appliquer à d'autres maladies ou situations d'urgence, mais nous sommes concentrés sur la DEP au Manitoba.

## 2.0 Démarche et activités

La présente étude a été menée en deux phases distinctes. La première a impliqué l'élaboration d'un sondage et des discussions avec plusieurs acteurs sur ce qu'ils ont pensé du déroulement de la riposte à la DEP. Les informations recueillies ont été compilées et présentées lors d'une discussion dirigée à Winnipeg le 23 mars 2018.

### Plan de sondage

Des efforts considérables ont été faits pour déterminer des thèmes, des groupes d'acteurs et des points de discussion possibles en lien avec l'écllosion de DEP et la riposte à l'écllosion. Il a fallu pour cela définir des thèmes selon quatre perspectives différentes : celles du gouvernement, des acteurs du secteur (transformateurs, camionneurs, fournisseurs d'aliments pour animaux), du Conseil manitobain du porc et des producteurs.

L'hypothèse de base était que chaque entité aurait son propre point de vue sur chaque thème, et nous avons cherché à préserver les distinctions entre ces points de vue. Trois questions centrales récurrentes ont été utilisées pour cet exercice :

- 1) Qu'est-ce qui a bien fonctionné?
- 2) Qu'est-ce qui aurait pu mieux fonctionner?
- 3) Que recommanderiez-vous pour la prochaine fois?

Plusieurs thèmes particuliers ont été mentionnés par des groupes d'acteurs pour simplifier l'exercice. Cela nous a permis de poser à chaque sous-groupe des questions en lien avec leur expérience.

Le but étant de permettre aux participants d'exprimer leurs opinions librement, nous n'avons pas dressé de liste officielle de questions. Comme il fallait regrouper les opinions de plusieurs personnes en un seul document, l'équipe de projet a classé les « enseignements » en trois grands thèmes et demandé aux participants de songer à structurer leur apport comme suit :

- **Opérations et incidences sur les activités quotidiennes (à la porcherie/dans l'installation)** – directement liées aux gestes posés par les acteurs dans le cadre de leurs activités normales et aux répercussions qu'ils ont subies;
- **Déclaration et coordination** – comment les acteurs ont été informés des décisions qui les touchaient directement et comment cela a pu contribuer à créer ou à modifier des « procédures normalisées »;
- **Communications régulières** – comment les acteurs ont été informés de la situation dans le reste du secteur.

Nous avons indiqué aux participants que le but des entretiens était d'obtenir leurs commentaires afin de mieux préparer le secteur aux écllosions futures, en déterminant les changements à apporter aux pratiques des producteurs, aux politiques du secteur et aux lois et règlements pour contribuer à réduire l'introduction de maladies dans les troupeaux, leur amplification au sein des troupeaux ou leur propagation d'un troupeau à l'autre.

En outre, les participants ont reçu l'instruction de donner des exemples précis pour mettre leurs commentaires en contexte. Ils devaient aussi indiquer comment (ou si) tel ou tel facteur avait changé au fil de l'épisode. Les points d'intérêt propres à chaque catégorie du secteur sont indiqués ci-dessous.

#### Gouvernement

Cette catégorie inclut tous les acteurs du secteur public, y compris le laboratoire provincial. Les thèmes suivants ont été discutés avec cette catégorie d'acteurs :

##### **Opérations et incidences sur les activités à la porcherie :**

- Activités de coordination spécifiques au bureau et au Centre des opérations d'urgence
- Diagnostics en laboratoire
  - Envois – échantillons et formulaires
  - Disponibilité et fonctionnement de l'équipement
  - Maillages avec d'autres laboratoires et optimisation des ressources

- Cartographie, suivi de la maladie, analyse du risque, catalogage des données
- Administration du Centre
  - o Dotation en personnel
- Diffusion des résultats d'analyses

***Déclaration et coordination :***

- Modification des mesures de biosécurité à la ferme, dans le secteur des services, aux abattoirs, etc.; et rôles et responsabilités de tous les acteurs
- Déclaration et diagnostic
- Planification et cartographie des itinéraires
- Activités de diagnostic
- Contrôle de l'accès aux sites
- Besoin de suivi auprès des exploitations positives et/ou sondages auprès des exploitations négatives

***Communications régulières :***

- Plateforme MCDR (« intervention sanitaire coordonnée du Manitoba »)
- Communications avec :
  - o Les vétérinaires
  - o Le Conseil manitobain du porc
  - o Les producteurs
- Conférences téléphoniques
- Courriels/avis
- Communications hors de la province

**Secteur des services**

Cette catégorie très générale inclut tous les groupes qui offrent des services au secteur, comme les entreprises d'aliments pour animaux, les transporteurs de fumier, les parcs de rassemblement, les vétérinaires en pratique privée et bien d'autres. Les thèmes suivants ont été discutés avec eux :

***Opérations et incidences sur les activités à l'interne ou l'équipement :***

- Déplacements des aliments pour animaux
- Déplacements des animaux
- Gestion des fumiers
- Enlèvement des animaux morts
- Confinement et contrôle de la maladie à la porcherie et/ou sur le terrain de la ferme
- Incidences sur le personnel et la famille
- Commercialisation et collaboration avec le transformateur

***Déclaration et coordination :***

- Modification du niveau de biosécurité
- Création ou révision de procédures normalisées
- Déclaration et diagnostic
- Planification et cartographie des itinéraires
- Diagnostic
- Contrôle de l'accès aux sites

**Conseil  
manitobain du  
porc**

***Communications régulières :***

- Plateforme MCDR (« intervention sanitaire coordonnée du Manitoba »)
- Communications avec :
  - o Les vétérinaires
  - o Le Conseil manitobain du porc
  - o Les producteurs
- Conférences téléphoniques
- Courriels/avis
- Communications hors de la province

Le Conseil manitobain du porc a dirigé un nombre important de mesures durant l'éclosion. Les thèmes suivants ont été discutés avec cet acteur :

***Opérations et incidences sur les activités à la porcherie :***

- Activités de coordination spécifiques au bureau et au Centre des opérations d'urgence
- Cartographie, suivi de la maladie, analyse du risque, catalogage des données
- Administration du Centre
- Dotation en personnel
- Établissement de calendriers de communication et de réunions avec les producteurs
- Création et/ou besoin de procédures normalisées pour divers éléments du secteur

***Déclaration et coordination :***

- Déclaration et diagnostic
- Planification et cartographie des itinéraires
- Activités de diagnostic
- Contrôle de l'accès aux sites
- Besoin de suivi auprès des exploitations positives et/ou sondages auprès des exploitations négatives

***Communications régulières:***

- Plateforme MCDR (« intervention sanitaire coordonnée du Manitoba »)
- Communications avec :
  - o Les vétérinaires
  - o Le Conseil manitobain du porc
  - o Les producteurs
- Conférences téléphoniques
- Courriels/avis
- Communications hors de la province



## Producteurs

Bien entendu, les producteurs primaires ont été un élément clé de l'évaluation. Il pouvait s'agir d'unités de production indépendantes ou de producteurs faisant partie d'une chaîne d'approvisionnement intégrée. Les thèmes suivants ont été discutés avec cette catégorie d'acteurs :

### ***Opérations et incidences sur les activités à la porcherie :***

- Déplacements des aliments pour animaux
- Déplacements des animaux
- Gestion des fumiers
- Enlèvement des animaux morts
- Confinement et contrôle de la maladie à la porcherie et/ou sur le terrain de la ferme
- Incidences sur le personnel et la famille
- Commercialisation et collaboration avec le transformateur

### ***Déclaration et coordination:***

- Déclaration et diagnostic
- Planification et cartographie des itinéraires
- Diagnostic
- Contrôle de l'accès aux sites

### ***Communications régulières:***

- Plateforme MCDR (« intervention sanitaire coordonnée du Manitoba »)
- Communications avec :
  - o Les vétérinaires
  - o Le Conseil manitobain du porc
  - o Les producteurs
- Conférences téléphoniques
- Courriels/avis
- Communications hors de la province avec :
  - o Les vétérinaires
  - o Le Conseil manitobain du porc
  - o Les producteurs
- Conférences téléphoniques
- Courriels/avis

## Entretiens et analyse

Onze entretiens distincts ont été menés, auxquels ont participé plus de 30 personnes. Ces entretiens ont duré entre 1,5 et 3,25 heures, et tous les participants ont été extrêmement coopératifs.

Les participants ont reçu une lettre précisant le but de l'entretien et la structure des questions particulières qui leur seraient posées – voir la section précédente. Les entretiens ont ensuite eu lieu par conférence téléphonique et/ou en personne sur une période de deux semaines en mars 2018.

## Atelier

Un atelier officiel a eu au lieu au Sheraton Four Points de Winnipeg le 23 mars 2018. Y ont assisté 19 participants, qui représentaient toutes les catégories d'acteurs avec lesquelles nous nous étions entretenus.

Après une brève présentation des constatations, les acteurs ont pu discuter des résultats des entretiens et contextualiser l'analyse. Les commentaires et suggestions issus de la discussion sont intégrés dans le résumé qui suit.

## 3.0 Constatations

Les constatations des entretiens individuels et de l'atelier ont été combinées en plusieurs catégories générales. Dans chaque cas, nous précisons comment la catégorie a été définie et les éléments qu'elle comporte. Nous indiquons aussi les décisions et/ou les mesures particulières qu'il faudrait envisager.

### Thèmes dominants

La section suivante présente des renseignements détaillés et des exemples spécifiques aux catégories ci-dessus, mais plusieurs messages généraux sont aussi ressortis des discussions avec les acteurs.

- **Il y a effectivement des enseignements à tirer.** Les dirigeants du secteur et leurs organismes respectifs ont été d'un grand soutien au processus en le considérant comme un investissement pour l'avenir.
- **En général, le secteur a bien collaboré.** Le processus de prise en charge de la maladie a été coordonné et communiqué aussi efficacement que ce à quoi on pouvait s'attendre.
- **Les interventions sanitaires se sont généralement améliorées avec le temps et avec l'augmentation du nombre d'exploitations infectées.** C'est probablement en raison de la baisse de la stigmatisation individuelle en faveur d'une démarche plus coopérative.
- **Les coûts d'immobilisations et les frais d'exploitation ont été considérables.** Plusieurs acteurs ont engagé des coûts d'immobilisations et des frais d'exploitation considérables pour composer avec la maladie, et ce fardeau financier n'a pas nécessairement été également réparti, même si les avantages éventuels l'ont été dans bien des cas.
- **Il faut officialiser les processus.** Bon nombre des activités menées par les acteurs en réponse aux préoccupations suscitées par la maladie – coopération et coordination, biosécurité accrue, dépenses en capital, etc. – ont eu lieu « naturellement » en 2017. Ces choses pourraient devoir être officialisées, comme ce fut le cas dans d'autres provinces et secteurs, vu que les liens de bonne volonté pourraient changer lorsque des particuliers quitteront le secteur avec le temps.
- **Tout le secteur est maintenant plus sensibilisé aux maladies.** La prise en charge des maladies a reçu plus d'attention, de nouveaux emplois se sont créés, et une nouvelle plateforme de suivi des maladies, la MCDR (« intervention sanitaire coordonnée du Manitoba »), a été élaborée dans la province.

### Analyse par catégorie

Après examen des commentaires et suggestions, les données ont été groupées en cinq grandes catégories d'après la nature du principal facteur ou du sujet abordé. Les catégories suivantes ne sont pas en ordre de priorité :

- **Capacité d'appoint**
- **Communications et collaboration**
- **Biosécurité à la ferme et dans le secteur**
- **Domaines encore à risque**

Étant donné que dans bien des cas de nombreux acteurs ont signalé des problèmes similaires, les commentaires n'ont pas été triés par catégorie d'acteurs. Nous nous en sommes plutôt tenus à déterminer ce qui a fonctionné ou pas, puis à formuler des recommandations fondées sur ces constatations.

## Capacité d'appoint

Comme dans la plupart des secteurs de production ou de fabrication, la réalité opérationnelle du secteur porcin évolue avec le temps, et les infrastructures connexes sont fondées sur un cycle typique de maintien des activités.

Un épisode sanitaire comme la DEP crée une perturbation importante du cycle des activités et met les infrastructures à rude épreuve à certains « points de pincement ». Le secteur entier subit des pressions, mais la capacité des infrastructures connexes de composer avec les poussées soudaines d'activité est plus limitée dans certains domaines que dans d'autres. L'épisode de DEP de 2017 l'a clairement illustré.

De l'avis général, le Manitoba a une capacité d'appoint limitée pour composer avec une éclosion d'une telle ampleur. Ces points clés ont été spécifiquement mentionnés :

- Les remorques et les camions d'aliments sont en nombre restreint, principalement à cause du temps nécessaire au nettoyage et à la désinfection (N et D), ce qui force les gens à faire des choix dans ce qui se fait nettoyer.
- Le personnel du secteur est en nombre restreint à cause de la séparation des équipes, etc.; il est aussi limité au sein d'Agriculture Manitoba et du Conseil manitobain du porc.
- Les vétérinaires sont très sollicités et peuvent avoir du mal à communiquer rapidement avec leurs producteurs clients.
- Le laboratoire de diagnostic vétérinaire de la province a une capacité restreinte en personnel et en heures supplémentaires.
- Les fournitures de biosécurité peuvent s'épuiser.

Dans la section suivante, nous expliquons certaines des difficultés particulières qui se sont manifestées au cours de la poussée. Des idées originales pour améliorer la capacité d'appoint sont ressorties des discussions avec les groupes d'acteurs. Certaines de ces idées ont été très efficaces, et d'autres ont eu un succès mitigé.

## Laboratoire provincial – flux des échantillons

L'une des principales choses à faire durant une éclosion de maladie est d'obtenir les résultats des tests de laboratoire le plus vite possible. Non seulement ces résultats influencent-ils la conception des activités de biosécurité et/ou de bioconfinement dans une exploitation donnée, mais ils ont des répercussions importantes sur l'acheminement nécessaire des produits et services aux exploitations. Le processus implique à la fois le test de laboratoire proprement dit et l'activité de prélèvement de l'échantillon et d'envoi au laboratoire.

### Nombre d'échantillons

Le nombre réel de tests de DEP a augmenté de façon spectaculaire en 2017. En mai, le total mensuel était de 2 772, et en août, il a atteint un pic de 6 799. Ce pic représente une hausse de 978 % par rapport à la moyenne mensuelle de 695 tests de DEP au premier trimestre de 2017 avant le premier cas positif de l'année.

Pour compliquer les choses, la « poussée » a duré tout l'été et une partie de l'automne 2017. Cela a créé un grave problème de dotation, car le personnel a commencé à s'épuiser à faire des heures supplémentaires pour traiter le volume d'envois accru.

Pour gérer la demande et la fatigue, du personnel d'appoint a été recruté dans d'autres sections du laboratoire. Le laboratoire provincial a aussi collaboré avec le secteur pour faire venir un technicien à la retraite. *Il a également été question de recourir à d'autres laboratoires, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, mais les délais d'exécution étaient trop serrés, et ces laboratoires avaient une capacité limitée.*

### Mise en lot des échantillons

À l'apparition de la maladie, les acteurs ont commencé à mettre en lots leurs processus pour que leurs activités dans les zones infectées aient lieu à la fin de la journée/de la semaine/du processus. Bien que cette stratégie ait eu du sens dans une perspective de biosécurité, elle a fait en sorte que le laboratoire a reçu la majorité des échantillons en fin de journée ou de semaine.

Durant la discussion, les personnes interrogées ont indiqué qu'au début de l'éclosion, avec le petit nombre d'exploitations infectées, il était plus difficile aux producteurs d'envoyer des échantillons à cause des exigences de N et D et de vide sanitaire. Il était donc sensé pour le laboratoire de réserver les exploitations infectées pour la fin du cycle d'envoi d'échantillons. Avec l'augmentation du nombre d'infections toutefois, il est devenu plus efficace de séparer le prélèvement/l'envoi d'échantillons selon le statut sanitaire que de réserver tous les essais de laboratoire pour la fin de la semaine. Cette stratégie a aussi mieux réparti la charge de travail au laboratoire, car il n'est jamais idéal de recevoir de nombreux échantillons avant la fin de semaine.

#### Accidents avec des échantillons

Avec le temps et l'augmentation du nombre d'échantillon, les types de contenants sont devenus moins uniformes, ce qui a causé des problèmes au laboratoire. Certains contenants d'échantillons étaient remplis à ras bord. L'accumulation de gaz dans l'environnement clos a fait exploser des échantillons à l'ouverture des contenants. En plus de causer des dégâts déplaisants, le problème a aussi créé un risque de contamination au laboratoire.

#### Documents à l'appui des échantillons

Avec l'augmentation du nombre d'échantillons, le nombre d'erreurs et d'omissions durant le prélèvement a aussi augmenté. Le formulaire d'envoi comportait souvent des lacunes ou n'était pas inclus avec l'échantillon. Ces facteurs ont contribué à allonger les délais de traitement et à retarder les résultats.

#### Ordre de priorité

Chaque échantillon est hautement prioritaire pour quelqu'un. Durant l'éclosion, il y a eu des contradictions dans l'ordre de priorité attribué à certains acteurs. En l'absence d'un processus de classement standardisé, il y a eu beaucoup de confusion et de contrariété à l'intérieur et à l'extérieur du laboratoire.

#### Processus de livraison

Le laboratoire est un point de livraison central pour tous les producteurs qui envoient des échantillons. Les risques pour la biosécurité augmentent donc naturellement avec l'augmentation et la diversification de la circulation routière.

### ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

Pratiquement tous les répondants se sont exprimés sur le flux des échantillons au laboratoire. Certains ont présenté des suggestions d'améliorations originales.

**Ajustements en fonction du stade de l'éclosion** – À l'apparition de la maladie, instaurer un protocole désigné de mise en lot des échantillons indiquant clairement les points de passage aux prochains paliers d'intervention. Informer les acteurs des exigences spécifiques à chaque stade de l'éclosion.

**Nombre d'échantillons requis** – Le besoin d'un grand nombre d'échantillons se fait le plus sentir au début d'une maladie. Selon les acteurs, quand le nombre de cas augmente, le nombre d'échantillons requis pourrait diminuer. Il faudrait clarifier cette stratégie pour qu'elle tienne la route et qu'elle soit comprise par le secteur.

**Processus de classement des échantillons** – C'est l'une des principales questions à résoudre à l'échelle du secteur. Une personne interrogée a adopté un système de codage qui a beaucoup amélioré son processus de classement des envois d'échantillons par ordre de priorité. Il importe que le secteur envisage ce genre de codage pour que tous les acteurs sachent clairement comment établir l'ordre de priorité des échantillons envoyés.

**Recours à d'autres laboratoires ou services de laboratoires** – L'idée d'utiliser les ressources d'autres laboratoires provinciaux est en partie liée à l'ordre de priorité des envois. Il s'agirait d'effectuer les analyses hautement prioritaires au Manitoba et de confier les autres, moins urgentes, à un laboratoire externe, y compris au Centre national des maladies animales exotiques (CNMAE), comme cela s'est fait durant l'éclosion. Il est recommandé d'avoir une discussion commune sur les stratégies possibles de renforcement des capacités durant les éclosions futures, sur les partenariats éventuels et sur les modifications au déroulement du travail.

**Ententes prénégociées entre laboratoires** – Des ententes entre les laboratoires de santé animale pour s’entraider lors d’éclosions devraient être négociées à l’avance. Soulignons toutefois qu’aucune région n’a de personnel de laboratoire supplémentaire aisément accessible, et que la plupart des laboratoires de santé animale fonctionnent à plein régime ou presque et ne sont pas nécessairement en mesure d’accepter du travail supplémentaire sans augmentation correspondante de leurs ressources.

**Concertation** – Durant la discussion, il est clairement apparu que les communications au sujet du processus d’échantillonnage pourraient être améliorées dans les deux sens. C’est l’occasion de dialoguer avec le secteur et de déterminer quoi faire avant une éclosion pour favoriser l’efficacité et l’efficience de la réponse du laboratoire. Une option serait d’élaborer des messages clairs et des fiches de référence pour que le personnel des porcheries, qui n’a pas l’habitude de prélever des échantillons, dispose d’une méthode illustrée. La qualité des échantillons s’en trouverait améliorée, ce qui serait bénéfique à la fois pour le laboratoire et pour le secteur.

**Envoi d’échantillons par messagerie** – Cette question est en partie liée à celle du stade de l’éclosion, mais elle est abordée séparément. Le but était de fournir aux producteurs un service de messagerie centralisé. Non seulement ce serait pratique, mais cela pourrait améliorer la biosécurité au laboratoire même. Il pourrait aussi être utile au laboratoire d’envisager des voies d’accès de rechange.

## Camions, remorques et équipement

Les pénuries de camions, de remorques et d’équipement et la difficulté d’y avoir accès au moment voulu résultent directement du resserrement des consignes de biosécurité. L’importance du problème est amplifiée par les contraintes de temps dans le secteur porcin.

### Nombre nécessaire

Il est évident que la séparation de l’équipement crée le besoin de remorques supplémentaires pour les zones « propres » et « sales » des installations. Sous un certain angle, ce problème a été encore plus critique au début de l’épisode, quand le nombre de cas était moindre. Les producteurs ont indiqué qu’il n’y avait pas tout à fait assez de cas pour justifier de l’équipement spécialisé, mais qu’il a fallu modifier le protocole d’équipement habituel.

## ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

**Infrastructures matérielles et biens supplémentaires** – Dans certains cas, les entreprises forcées de riposter à l’éclosion de 2017 ont déjà abordé cet aspect. Ces entreprises pourraient donc posséder une partie de l’équipement nécessaire pour faire face à de futurs événements indésirables. De plus, l’équipement en question continue d’être utilisé sur ces exploitations, car il a été constaté qu’il contribue à la biosécurité globale.

**Ententes négociées avec des fournisseurs de services** – Il pourrait y avoir des contrats de services prénégociés avec des équipes de N et D capables de désinfecter efficacement toute remorque servant au transport d’animaux infectés. En effet, ce n’est pas nécessairement le nombre de biens qui pose problème, mais la capacité de réunir suffisamment de ressources pour composer avec les animaux infectés et non infectés durant l’éclosion.

## Problèmes et options dans le secteur des services

Le secteur des services et ses acteurs font partie intégrante du secteur porcin. À plusieurs égards, ces fournisseurs ont été confrontés à des problèmes plus difficiles que ceux des producteurs et des transformateurs, car n'importe lesquelles de leurs nombreuses exploitations clientes dans un rayon de 5 km pouvaient être positives, négatives ou soupçonnées d'être atteintes de DEP.

### Déplacements des animaux

Les problèmes de capacité d'appoint dans le secteur des services sont généralement liés aux mêmes questions que ci-dessus. Les fournisseurs ont des camions qui circulent d'une exploitation à l'autre. Dans un monde idéal, ces camions seraient séparés, mais ce n'est malheureusement pas toujours faisable.

Le plus gros transporteur de la province a très bien réussi à séparer sa flotte en fonction du statut sanitaire et du lieu. Sa flotte a été séparée en groupes distincts pour les déplacements de truies de réforme, les déplacements à partir d'exploitations précédemment infectées par la DEP et les déplacements à partir d'exploitations non infectées du Sud-Est du Manitoba. Un quatrième groupe, celui des camions en provenance de l'Ouest canadien, a contourné les zones tampons pour réduire le risque de propager la maladie vers l'Ouest. À la suite de chaque déplacement, la remorque a été systématiquement nettoyée et désinfectée; les remorques à haut risque ont été « cuites » (exposées à une température de 71 °C pendant 15 minutes) avant d'être remises en circulation. La capacité d'appoint a été utilisée, vu le petit nombre de camions, de remorques et de conducteurs disponibles pour exploiter chaque chaîne distincte, car il n'y a pas eu de mélanges. De plus, pour tout le processus de nettoyage, de désinfection et de cuisson, les installations de lavage ont fonctionné jour et nuit à plein régime selon ce qu'on nous a rapporté.

### Prestation de services aux exploitations infectées

Au début de l'épisode de DEP, il a fallu allouer des ressources spécialisées pour contrer l'émergence de la maladie dans certaines exploitations indépendantes. Malheureusement, la demande ou le volume ont été insuffisants, sur les sites infectés, pour que cela soit une option viable pour le secteur des services.

En plus de ce qui précède, la possibilité de répercussions négatives sur les affaires des fournisseurs de services a aussi été un obstacle de taille. Devant le risque de visiter des exploitations indépendantes infectées et de perdre des clients existants à d'autres endroits, de nombreux fournisseurs s'en sont tenus à l'option à moindre risque. Les exploitants indépendants ont donc dû se débrouiller seuls.

C'est un scénario qui fait problème. Pour protéger l'ensemble du secteur, les exploitants indépendants doivent avoir la conviction qu'ils ne seront pas désavantagés en divulguant leur statut sans tarder. Dans les discussions avec les acteurs, il a été mentionné que souvent, les exploitants qui ont « agi correctement » ont été stigmatisés et ont manqué de soutien alors qu'ils ont assumé des coûts et une charge de travail supplémentaires pour protéger les autres. Cela n'a rien pour convaincre que la divulgation précoce présente des avantages sur le plan personnel.

Il a aussi été question de la capacité d'accroître immédiatement les activités de N et D. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué qu'avec le temps, l'accès à ces services (et à d'autres) s'est amélioré, mais qu'il a été très limité durant la phase initiale de l'éclosion – qui est aussi la plus critique pour prévenir la propagation de la maladie.

### Dotation en personnel, charge de travail et stress

Durant les entretiens, tous les acteurs, y compris les organismes publics et le Conseil manitobain du porc, ont indiqué qu'il est devenu difficile de trouver du personnel. Au fil de l'éclosion, la charge de travail et le stress ont augmenté. Le bassin de candidats disponibles pour participer aux efforts du secteur était limité. Signalons que les besoins et le bien-être du personnel ont toujours été pris en compte. Des vacances ont été accordées, il y a eu des annonces régulières sur la charge de travail, une assistance supplémentaire a été offerte à tous les niveaux au besoin, et le personnel n'a pas eu à effectuer de tâches pour lesquelles il n'avait pas la formation ou la préparation nécessaire. L'importance accordée au personnel était claire, ainsi que l'appréciation du secteur pour les gens confrontés à cette crise.

**ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER**

**Formation continue et communications** – Le caractère infamant d’avoir une exploitation positive est bien réel et doit être mitigé au niveau du secteur. Les participants de la séance de travail ont convenu pour la plupart que la poursuite du travail de sensibilisation du secteur sera un facteur de réussite déterminant. Les personnes et les entreprises qui viennent prêter main-forte au début d’une éclosion ne devraient pas être isolées ni forcées d’en affronter les conséquences toutes seules.

**Ententes préapprouvées** – En plus d’améliorer les communications, il a été suggéré de négocier des ententes à titre préventif. De cette façon, s’il survient une autre éclosion, des entreprises particulières seraient chargées de travailler avec les exploitations infectées, avec tout l’équipement nécessaire pour assurer un nettoyage et une désinfection convenables.

Une stratégie de ce genre contribuerait à mettre des services à la disposition des exploitations qui en ont le plus besoin et réduirait le risque de contamination croisée. Le fait d’avoir une liste de fournisseurs de services expérimentés/qualifiés chargés de traiter exclusivement avec les exploitations infectées en situation d’urgence soulève cependant d’autres questions, comme les besoins de formation et de partenariats au sein du secteur pour s’occuper des affaires courantes.

**Communications et collaboration**

Comme durant tout événement indésirable ou situation d’urgence, l’un des facteurs de réussite déterminants est l’efficacité des communications et de la collaboration entre les groupes d’acteurs. Dans certains cas, cela se fait dans le cadre d’une entente formelle avec des plans d’urgence et des Centres des opérations d’urgence (COU) bien établis. Dans d’autres cas, le processus est plus informel.

Les personnes interrogées étaient d’accord pour dire que les communications ont été très bonnes, sauf dans une ou deux situations particulières. La collaboration intersectorielle face à l’épisode sanitaire a peut-être été encore plus impressionnante. Ce fut de toute évidence plus facile à accomplir dans les exploitations intégrées, mais dans l’ensemble, nous avons eu l’impression que le secteur a fait ce qu’il fallait pour composer avec la situation.

**Rapidité vs confidentialité**

La rapidité des communications doit toujours être conciliée avec le droit des producteurs à la confidentialité. C’est particulièrement vrai durant l’attente de la confirmation préliminaire des résultats de tests.

**Divulgarion et communication continue des résultats**

Des inquiétudes ont été exprimées quant à la façon de signaler au secteur des services les exploitations qui n’étaient pas officiellement soupçonnées, mais qui avaient envoyé des échantillons pour analyse et qui attendaient les résultats.

L’une des principales inquiétudes a porté sur la manière de divulguer aux acteurs les résultats positifs aux tests et, si le secteur avait choisi d’indiquer que des tests étaient en cours, sur le meilleur moyen de les informer de résultats négatifs. Avec l’évolution de la situation, c’est devenu un vrai casse-tête pour les personnes impliquées dans le processus de communication. Avec l’augmentation du nombre de cas durant l’été, il est devenu plus difficile de garder en mémoire exactement qui détenait quelles informations.

**Réparation et entretien de l’équipement**

Durant l’éclosion, il est arrivé une ou deux fois que des machines agricoles à réparer soient envoyées hors site. On nous a indiqué que dans ces cas, il a fallu resserrer la vigilance pour que l’atelier sache quelles machines venaient d’exploitations infectées.

**ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER**

**Étape de l'éclosion** – Il peut être nécessaire de séparer les interventions selon l'étape de la maladie. Au milieu d'un épisode de maladie, la vraisemblance qu'un test soit positif est beaucoup plus élevée qu'au début ou à la fin de l'éclosion. Il peut falloir en tenir compte en élaborant des déclencheurs et des stratégies de communication.

**Utilisation de la structure d'intervention sanitaire coordonnée du Manitoba (MCDR)** – Selon certains répondants, la structure MCDR pourrait permettre de trancher entre la rapidité et la confidentialité. Les producteurs ayant des ententes signées auraient accès à l'information sur le statut sanitaire d'autres exploitations.

**Géorepérage et autres techniques novatrices** – Il pourrait être possible d'améliorer le retraçage des contacts et de limiter la propagation de la maladie grâce à la technologie. Les applications de géorepérage intégrant le numéro d'identification de l'exploitation (NIE) peuvent faciliter la diffusion rapide de l'information tout en protégeant la confidentialité et en réduisant la stigmatisation. Cette technique permettrait aux fournisseurs de services non seulement de prendre des précautions supplémentaires s'ils sont dans une zone à haut risque, mais aussi de retracer leurs pas après une exposition.

**Interventions au début vs à la fin de l'éclosion**

L'un des points de discussion mentionnés lors des entretiens et de la discussion dirigée est qu'il est devenu plus facile de composer avec la maladie quand l'éclosion s'est propagée à un nombre croissant de producteurs. Vu le caractère infamant des éclosions, l'augmentation du nombre d'exploitations atteintes a permis de mettre au point des processus et de réunir un plus grand bassin de ressources, ce qui a ouvert d'autres options.

**Rapport coûts/avantages**

Durant une éclosion, l'atténuation de la maladie incombe largement aux exploitants touchés même si l'ensemble du secteur en bénéficie. C'est une triste réalité pour pratiquement toute maladie du bétail, et elle a des répercussions importantes sur les efforts déployés pour contrer l'éclosion aux premiers stades.

Si le secteur manitobain du porc veut changer la culture de déclaration et encourager les exploitants à prendre rapidement leurs responsabilités, il faut qu'il y ait un mécanisme de soutien des exploitations touchées. On nous a dit que les exploitants indépendants se sont sentis très vulnérables et seuls. Cela n'a rien pour encourager les gens à « agir correctement ».

**Services de soutien**

La difficulté pour les exploitants indépendants d'obtenir des services a été spécifiquement mentionnée. Les fournisseurs de services ont eu peur de perdre leurs autres clients en travaillant avec les exploitations infectées. Cette menace concurrentielle a miné la possibilité d'une riposte concertée. L'accès aux marchés a aussi été difficile, au début, pour les animaux malades provenant d'exploitations indépendantes.

**Incertitude quant aux mesures à prendre**

Les entretiens indiquent clairement qu'il existe encore un besoin de clarifier les différentes façons possibles de composer avec les problèmes qui surviennent durant une éclosion. Il y a eu de la confusion au sujet des canaux de communication, des rôles et responsabilités et des mesures à prendre aux différents stades de la maladie.

**Démarche coordonnée**

Nous avons déjà indiqué que le secteur dans son ensemble a bien coordonné son action durant l'éclosion. Soulignons aussi l'importance des échanges avec la VC et le Conseil manitobain du porc. La structure du COU a bien fonctionné pour coordonner les interventions et communiquer avec le secteur.

Les bonnes relations de travail entre la VC et le Conseil manitobain du porc ont été essentielles pour réagir efficacement à cet épisode sanitaire; la collaboration était manifeste tout au long de l'éclosion, et elle s'est poursuivie durant le retraçage de l'éradication de la maladie dans les exploitations. Le secteur a démontré qu'il collabore bien lors d'une éclosion. Le maintien de ces relations sera indispensable pour l'avenir.



## ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

**Encourager la divulgation précoce/l'action rapide** – Cela impliquerait la création de messages essentiels spécifiques et de canaux de communication, et la définition claire des rôles et des responsabilités. C'est une considération importante, car les gens entrent et sortent du secteur; une démarche officielle consignée par écrit serait donc utile.

**Contrats de services** – Il faudrait négocier plusieurs contrats clarifiant les attentes des acteurs durant un épisode sanitaire. Non seulement ces contrats énonceraient-ils clairement les mesures à prendre sur le terrain, mais ils indiqueraient les principaux organismes, les personnes-ressources et les canaux de communication qui appuieraient les personnes directement aux prises avec la maladie.

Si les membres du secteur acceptent de travailler ensemble et d'éliminer la dynamique concurrentielle dans certaines conditions spécifiquement liées aux maladies, cela favorisera beaucoup la rapidité de l'intervention sanitaire. De plus, il faudrait clairement définir et faire connaître les points de déclenchement précis qui déterminent quand il n'est plus possible de maintenir le statu quo.

Des contrats de ce genre devraient être en place non seulement avec les transformateurs, mais avec tous les fournisseurs de services. Le but serait d'établir un ensemble de normes pour que les gens aient accès à une « brigade d'action » pour les aider, ce qui limiterait à la fois les possibilités de mutation de la maladie et les coûts pour le producteur touché.

**Élaborer un jeu d'arbres de décision définissant les options pertinentes** – D'après l'expérience de 2017, le groupe d'acteurs possède des connaissances importantes. Le présent document en cerne quelques-unes, mais il importe de saisir l'information sur les tactiques très pointues qui ont été utilisées avant que ce capital intellectuel ne quitte le secteur. Le but ici serait d'élaborer quelques arbres de décision (scénarios) très précis d'après les stratégies qui ont été employées avec succès en 2017. Ces arbres se fonderaient en grande partie sur l'expérience des groupes ayant eu accès à des ressources supplémentaires, mais le processus décisionnel serait tout de même utile au secteur en général.

**Faire les démarches en temps de paix** – Durant l'éclosion de 2017, le Conseil manitobain du porc a élaboré une structure manitobaine d'intervention sanitaire coordonnée (la plateforme MCDR) pour retracer la maladie et communiquer avec le secteur. Il a fallu pour cela créer la plateforme en ligne, négocier des ententes et travailler dans un climat de stress élevé pour gagner les producteurs à la cause. Exécuter ce genre de travail en temps de paix contribuerait à faire avancer les choses plus rapidement devant la même situation.

**Tisser des liens** – Il sera utile de connaître les personnes clés et les acteurs qu'elles représentent lors d'une éclosion de maladie, que ce soit la DEP ou une autre. De tels liens peuvent être établis dans le cadre de relations professionnelles et d'un dialogue régulier, lors de réunions ou de conférences téléphoniques avec de nombreux acteurs, ou lors d'« assemblées publiques » avec un auditoire élargi. Dans bien des cas, ces liens subsisteront après l'épisode en raison du désir de garder les canaux de communication ouverts.

## Exploitations intégrées vs indépendantes

Il est admis que les exploitations intégrées peuvent diffuser et coordonner leurs processus et les ajustements nécessaires plus efficacement que les indépendantes. C'est ressorti très clairement au début de l'éclosion, quand des exploitations indépendantes ont reçu des tests positifs. Non seulement se sont-elles senties plutôt isolées, mais les détails logistiques de la gestion de leur situation étaient plus complexes. Dans le cas contraire, quand des exploitations intégrées ont reçu des tests positifs, elles ont immédiatement pu ajuster leur chaîne d'approvisionnement pour isoler plus facilement la porcherie tout en continuant à s'occuper de leur production.

### Les problèmes initiaux causent des dommages durables aux exploitants indépendants

Durant les phases initiales de l'éclosion, quelques producteurs indépendants ont été « brûlés » pour avoir divulgué leur statut. Selon les répondants, le traitement du fumier entreposé et le N et D sont encore des problèmes et des points sensibles. Ces questions non résolues pourraient faire obstacle à la mise en œuvre des enseignements.

**Disparités sur le plan des communications**

Il a aussi été mentionné que les communications et la coopération entre les grandes entreprises et leurs vétérinaires de troupeaux ont été excellentes, mais que les producteurs indépendants et leurs principaux fournisseurs de services n'ont souvent pas été aussi bien informés. Il faudrait se pencher sur ce problème pour réduire le risque dans l'ensemble du secteur.

**ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER**

**Accorder une attention particulière aux producteurs touchés** – Il y a eu consensus à savoir que le secteur devrait faire un effort concerté et coordonné pour travailler avec les producteurs indépendants qui ont vécu l'épisode sanitaire de première main.

*Il est essentiel d'avoir leur perspective pour comprendre l'impact de la maladie non seulement sur leur exploitation, mais sur leur volonté de transparence au sujet de leur situation. Si le but ultime est de changer les comportements entourant la divulgation précoce, il faut absolument que le secteur apprenne à mieux appuyer les personnes qui joueront un rôle de premier plan dans la protection du reste du secteur. Une option serait de les inviter à déclarer leur situation en leur offrant la garantie que leur fumier sera ramassé, etc.*

**Susciter des comportements appropriés** – La plupart des suggestions des participants ont porté sur l'équilibre entre la rapidité et la confidentialité. Essentiellement, il est plus facile de convaincre les gens de divulguer leur statut plus tôt s'ils croient qu'ils ne seront pas punis de l'avoir fait.

**Assurer la rapidité et l'uniformité des communications** – Des informations complètes doivent être communiquées (plus vite) à tous les acteurs concernés. Les acteurs privilégiés sont les fournisseurs comme les transporteurs de bétail, les services d'épandage de fumier et les entreprises d'aliments pour animaux. Il y aurait intérêt à communiquer les cas soupçonnés à ces acteurs privilégiés, même avant la confirmation des résultats des tests.

**Biosécurité à la ferme et dans le secteur**

La biosécurité et le bioconfinement sont des facteurs de réussite déterminants dans tout plan de lutte contre les maladies. Certaines mesures vont de soi et sont relativement faciles à intégrer aux activités courantes, mais beaucoup d'autres sont tout simplement trop chères à envisager avant que la menace de maladie ne soit élevée. L'important est d'indiquer clairement les points qui déclenchent l'application de telles mesures.

Durant les entretiens, les acteurs ont décrit les changements importants qu'ils ont apportés pour séparer les animaux, les camions, les personnes, etc. Dans bien des cas, ces changements se sont pérennisés dans l'entreprise.

Les éléments suivants font consensus :

- Il a des brèches de biosécurité béantes dans les activités à la ferme;
- Un certain nombre d'exploitations et de fournisseurs de services n'avaient pas les protocoles de biosécurité très stricts nécessaires pour mener toutes les activités du cycle d'exploitation durant une éclosion;
- Il y a matière à amélioration dans la gestion des aliments, des remorques et de l'équipement et dans la connaissance de la maladie proprement dite.

**Protocoles et itinéraires préapprouvés**

Dans un ou deux entretiens, il a été mentionné qu'aux premiers signes d'infection chez ses animaux, le producteur a fermé le troupeau et appliqué des protocoles de séparation et/ou d'autres mesures de lutte contre la maladie. Ce faisant, l'exploitation a relativement bien réussi à en limiter la propagation. Il a aussi fallu changer les liaisons de transport en provenance, à destination et autour de l'exploitation.

**Élaboration de protocoles à la ferme**

Dans certaines exploitations, des protocoles de biosécurité renforcés étaient déjà en place, mais ailleurs, rien n'avait été préparé. Étant donné la nature des éclosions, il faut absolument que tous les acteurs dressent un plan qui puisse être appliqué rapidement, au besoin.

<b>Protocoles à l'abattoir</b>	Des protocoles spécifiques ont été élaborés pour recevoir les animaux précédemment infectés dans les abattoirs fédéraux; ils prévoyaient des livraisons en fin de journée ou de semaine sur les quais désignés. Des procédures de gestion de la circulation, puis de nettoyage et de désinfection ont été élaborées.
	Des répondants ont mentionné la confusion, à l'abattoir, sur la façon de communiquer les pratiques de biosécurité mises en œuvre avec les transporteurs. Les déplacements des camions sur le site et hors site et les quais désignés, par exemple, ont créé des problèmes ou suscité de la confusion.
<b>Options d'acheminement</b>	Il a fallu changer les itinéraires pour permettre aux transporteurs de bétail et aux véhicules des fournisseurs de contourner les exploitations infectées ou soupçonnées de l'être. Cela a fait problème quand certains itinéraires désignés n'étaient pas praticables pour les camions d'une certaine taille ou d'un certain poids.
	Un deuxième élément associé à ce point est que les balances peuvent devenir contaminées. Dans un cas particulier, un camion chargé d'animaux positifs pour la DEP a été pesé sur une balance propre, ce qui a présenté un risque pour les utilisateurs suivants.
<b>Renforcement de la biosécurité</b>	Pour empêcher la maladie de se propager, il faut accroître la biosécurité dans les zones à haut risque dès que le risque est connu. Toutefois, les pratiques de biosécurité n'ont été renforcées que lorsque le risque est devenu évident dans tout le secteur.
<b>Nettoyage et désinfection</b>	À l'intérieur du secteur, il y avait des différences dans les protocoles de nettoyage et de désinfection selon les entreprises ou les groupes en cause. Aucune différence n'a cependant été notée quant à l'efficacité de chaque protocole de N et D.

## ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

**Plans de biosécurité à la ferme préapprouvés** – Certaines fermes ont des plans établis qui semblent avoir fonctionné durant l'éclosion de 2017. Ces plans pourraient être de bons points de départ pour le reste du secteur. Les plans de biosécurité devraient différencier les niveaux de risque et être faciles à mettre en œuvre. Une chronologie des éclosions devrait être envisagée pour pouvoir renforcer les pratiques de biosécurité aux périodes de l'année où le risque est jugé plus élevé.

Les protocoles de biosécurité pour les scénarios de haut risque devraient comprendre ce qui suit :

- Réduire les contacts du troupeau en limitant le nombre de déplacements d'animaux par semaine
- Prévoir de l'équipement et des fournitures désignés pour chaque porcherie
- Prévoir des mesures de biosécurité supplémentaires dans la zone d'accès restreint (ZAR), p. ex. des douches
- Limiter les contacts superflus dans les zones d'accès contrôlé (ZAC) et d'accès restreint (ZAR), comme les visites de gestion de la production, la lecture des compteurs d'électricité, l'entretien des installations, etc.

**Biosécurité dans la ZAR** – C'est le facteur le plus critique pour garder le virus hors de la porcherie. Si les consignes de biosécurité sont strictement respectées, les sites peuvent rester négatifs. Le virus de la DEP profite facilement du laxisme et/ou des brèches dans les protocoles. Les consignes de biosécurité durant le chargement ont été changées rapidement en raison de la probabilité que le virus ne revienne dans la porcherie sur les semelles des préposés ou dans les eaux de lavage contaminées.

**Séparation du personnel** – La circulation du personnel est un élément clé de la biosécurité à la ferme. Il vaut mieux interdire tout transfert de personnel entre un site (de statut positif ou négatif) situé dans une zone tampon et un autre site. Durant une éclosion, les employés d'une porcherie de statut positif ne doivent pas se rendre dans une porcherie de statut négatif dans le cadre de leur horaire quotidien. Il est toujours possible d'envoyer des employés d'une porcherie négative dans une porcherie positive au cours d'une même journée, mais jamais le contraire. Avec une pleine séparation, des producteurs ont réussi à préserver le statut négatif de certaines porcheries même si elles étaient situées sur des exploitations infectées.

**Biosécurité/bioconfinement internes** (p. ex. le protocole McREBEL dans les bâtiments de truies) – Ces facteurs sont indispensables à l'élimination du virus, et de nombreux producteurs ont continué à les mettre en pratique, même après avoir obtenu le statut « présumé négatif », en raison des avantages qu'ils présentent sur le plan de la production.

**Nettoyage et désinfection** – À assurer sans faute sur les sites positifs. Tout l'équipement doit être démonté pour être nettoyé et désinfecté à fond. L'équipement jetable ou brisé doit être éliminé et remplacé.

**Procédure normalisée (PN) pour se rendre aux abattoirs** – Les transformateurs ont des protocoles bien établis pour la circulation des véhicules sur leur propriété. Les renseignements qu'ils contiennent peuvent être communiqués au secteur pour que les unités de production non intégrées soient mieux préparées. Il faut élaborer des protocoles semblables dans les parcs de rassemblement pour éviter toute confusion durant les livraisons d'animaux.

**Options d'acheminement préexistantes et utilisation de la technologie** – Il faut absolument que les itinéraires désignés soient accessibles. La nature et l'état des liaisons suggérées doivent donc être connus. Cela se négocie directement avec les transporteurs, mais il est nécessaire de travailler étroitement avec la municipalité rurale pour s'assurer que la route est ouverte à la circulation et que le véhicule de transport peut réellement l'emprunter.

Les acteurs ont indiqué que les connaissances logistiques du principal transporteur manitobain, combinées aux renseignements fournis par le gouvernement provincial, ont été utiles à cet égard, mais qu'il y a matière à amélioration. Il a été suggéré de transférer directement les fichiers électroniques de la municipalité rurale et du gouvernement provincial aux transporteurs et aux fournisseurs de services pour que ces derniers sachent exactement où ils peuvent aller et comment s'y rendre.

Une stratégie semblable permettrait aussi de résoudre la question des balances et du maintien de la séparation. Le transfert électronique de données peut non seulement informer les gens au fur et à mesure, mais réduire les probabilités de malentendus et d'erreurs. Il serait utile d'avoir une meilleure intégration entre les différents acteurs sur le plan cartographique.

**Géorepérage** – Ce type de cartographie ne nécessiterait pas la divulgation des noms des exploitations infectées, mais indiquerait plutôt les routes et les zones de 5 km où la circulation est possible. Cela pourrait faciliter l'acheminement des biens et des animaux et réduire la stigmatisation des producteurs.

## Traçabilité

Il est essentiel d'identifier les installations pour établir des zones tampons autour des exploitations à haut risque et assurer la biosécurité des déplacements d'animaux, de fournitures, de véhicules ou de personnel. Cela permet aussi de connaître la population d'animaux à risque (capacité maximale) et de contacter les exploitations à risque.

Le secteur porcin a consenti beaucoup d'argent et d'efforts pour adopter la traçabilité comme moyen de riposter aux urgences comme la DEP. PorcTracé Canada, l'initiative de traçabilité des animaux vivants pilotée par le secteur, a joué un rôle important et positif dans la gestion de la riposte.

### Suivi des déplacements

Pour prendre une longueur d'avance sur une maladie, quelle qu'elle soit, il faut pouvoir déterminer la trajectoire que l'infection a probablement empruntée et la direction qu'elle pourrait prendre à partir de ce point. L'une des grandes victoires, durant l'écllosion de DEP au Manitoba, est qu'il a été possible de suivre les déplacements grâce au travail accompli avant la survenue de l'épisode sanitaire. Cela démontre clairement l'importance de la planification et de la préparation.

## ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

**Programme de traçabilité** – La participation de PorcTracé Canada au COU a été un énorme atout; elle a permis d'utiliser les numéros d'identification des exploitations (NIE) pour contacter les exploitations situées dans les zones tampons, d'établir des zones tampons à haut risque et de tracer des itinéraires biosécurisés. C'est essentiel pour connaître la population d'animaux à risque (capacité maximale) et pour contacter les exploitations à risque. Les données de PorcTracé ont servi à confirmer l'information des enquêtes sur la traçabilité ascendante/descendante et ont clairement prouvé leur valeur pour prendre une longueur d'avance sur la maladie; celle-ci se serait propagée beaucoup plus vite si les dossiers des producteurs avaient été la seule source d'information.

## Aliments pour animaux

Tout processus de planification d'urgence doit faire en sorte que les producteurs aient accès à des aliments pour leurs animaux. Cet aspect semble avoir été bien coordonné et géré en 2017, mais quelques suggestions nous ont néanmoins été présentées.

### Nécessité de la biovigilance

Le plus évident est qu'il faut sans cesse veiller à la biosécurité durant un épisode sanitaire. La souplesse des options de livraison est un élément, et la collaboration avec la VC en est un autre, pour que les stratégies les plus appropriées soient en place et qu'elles soient respectées.

Durant l'éclosion, les entreprises d'aliments pour animaux ont amélioré leurs pratiques de biosécurité associées aux livraisons à la ferme (et elles ont engagé des dépenses supplémentaires) pour servir les exploitations de statut négatif et positif situées dans les zones tampons. Elles ont par exemple utilisé des camions séparés, régulièrement assuré le nettoyage et la désinfection des camions, et livré les aliments et organisé les livraisons en fonction du risque. Par contre, l'examen préliminaire de la circulation sur le site des meuneries et des pratiques de mouture indique que ces entreprises continuent d'être un facteur dans la lutte contre la DEP.

## ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

**Revenir sur l'audit des meuneries** – L'Association nationale de nutrition animale du Canada (ANAC) travaille sur un outil d'évaluation national, mais tous les répondants s'entendent pour dire qu'un audit contribuerait à détecter les brèches de biosécurité, ce qui pourrait améliorer la riposte aux éclosions futures.

## Virus de la DEP

D'importants enseignements ont été tirés au sujet du virus proprement dit. Il est possible de conserver le statut négatif de certains groupes dans une exploitation (à l'intérieur d'une porcherie ou entre plusieurs porcheries) même quand d'autres groupes sont positifs pour la DEP. Le bioconfinement interne sur les lieux a parfois réussi, parfois non.

Même s'ils n'ont pas toujours été efficaces, différents types de protocoles sur différentes exploitations semblent avoir contribué à confiner la maladie dans des zones particulières de la propriété, et même à l'empêcher d'entrer dans d'autres porcheries. Les porcs des groupes négatifs au sein d'une exploitation de statut positif ne devraient pas sortir de la zone tampon, sauf pour se rendre directement à l'abattoir ou dans une région endémique disposée à les recevoir (comme les États-Unis).

### Période infectieuse

Diverses questions ont été soulevées au sujet de l'excrétion du virus, de l'immunité lactogénique et de la mise-bas recommandée.

### Facteurs environnementaux

Un lien a été observé entre un certain nombre d'exploitations devenues positives et la vitesse du vent en provenance d'autres exploitations positives. Ce lien n'a pas été jugé significatif.

**ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER**

**Excrétion** – Les porcs à l’engrais peuvent excréter le virus périodiquement sur une période prolongée (> 49 jours); il faut donc les traiter comme s’ils étaient positifs jusqu’à leur abattage. Une explication possible est que l’excrétion prolongée du virus est due à l’exposition passive des porcs d’engraissement; certains animaux ne sont pas suffisamment exposés, tandis que l’exposition des troupeaux de truies est beaucoup plus stratégique et intentionnelle. Cette hypothèse n’a toutefois pas été confirmée.

**Immunité lactogénique** – Chez les porcelets sevrés, l’immunité conférée par le lait est de courte durée; il faut donc les retirer des sites positifs immédiatement après le sevrage.

**Mises-bas** – Dans les bâtiments de truies, il faut faire une pause entre les mises-bas pour permettre à l’immunité des truies de se développer et pour assurer un bon nettoyage (6 semaines; la pause peut être plus courte si un N et D efficace peut être effectué dans un délai plus court).

**Remorques/équipement**

Le déplacement du bétail fait partie intégrante des activités quotidiennes des exploitations porcines. L’équipement et les remorques peuvent voyager dans les limites ou à l’extérieur de la ferme au cours du cycle d’exploitation. Comme ces éléments peuvent être des vecteurs de transmission des maladies, il est important que les exploitants connaissent les risques et prennent les mesures qui s’imposent pour réduire les infections au minimum.

**Entretien, nettoyage et désinfection**

Dès le début de l’éclosion, les producteurs, les transporteurs et les fournisseurs de services se sont employés à limiter le risque de propager le virus à partir de l’équipement contaminé. Au cours de l’éclosion, des changements ont été apportés aux protocoles de N et D pour améliorer les résultats.

**ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER**

**Cuisson** – Pour que la « cuisson », une forme d’assèchement thermo-assisté, soit efficace, il faut appliquer une température de 71 °C pendant au moins 15 minutes sur toutes les surfaces de la remorque qui ont été en contact avec les porcs. Mais surtout, le matériel de transport doit être entièrement séparé selon le statut sanitaire pour que les remorques ayant transporté des porcs séropositifs ne servent pas au transport d’autres porcs.

**Séparation de l’équipement** – La séparation de l’équipement (remorques, camions d’équarrissage, etc.) et son utilisation exclusive pour des sites ou des porcs ayant différentes catégories de risque sont essentielles pour empêcher la propagation du virus dans les exploitations de statut négatif.

**Domaines encore à risque**

Les risques que continuent de présenter certaines exploitations ou certains éléments de la chaîne d’approvisionnement ont été jugés très préoccupants, tant lors des entretiens que de la séance de travail. Les discussions à ce sujet ont initialement été très sensibles, mais les sensibilités se sont atténuées durant la poursuite des discussions dans un climat de coopération et de collaboration.

Des risques continuent d’être associés aux domaines d’activité suivants, dont chacun est essentiel à la chaîne d’approvisionnement :

- Les parcs de rassemblement, ainsi que leur emplacement, leur aménagement et leurs procédures;
- La gestion des fumiers, dont la manipulation, l’entreposage et l’épandage, et le nettoyage et la désinfection du matériel;
- La prise en charge des animaux morts et la manipulation des carcasses potentiellement infectieuses;
- Les facteurs externes pouvant nuire aux efforts de lutte contre la maladie, dont les restrictions de poids sur la voie publique et les limitations relatives aux itinéraires.



## Parcs de rassemblement

Bien que ces parcs soient essentiels au secteur, ils présentent des risques plus élevés en raison du mélange d'animaux provenant de fermes ou d'exploitations différentes.

### Les livraisons par les producteurs posent le principal risque

Un parc de rassemblement parfaitement propre avec de stricts protocoles de biosécurité peut être contaminé par un seul producteur qui livre des animaux infectés.

### Circulation des animaux/Aménagement des parcs

Dans les discussions avec les répondants des parcs de rassemblement, il a été souligné que durant l'épisode de DEP, la circulation des animaux est devenue le principal objet des mesures de biosécurité. L'idée était de déplacer tous les animaux dans la même direction dès leur arrivée. Il a donc aussi fallu séparer le personnel entre les centres de réception et d'expédition des animaux.

Les exploitants des parcs ont par la suite ajusté leur processus pour ne pas garder d'animaux sur une période prolongée. Ils ont aussi modifié l'aménagement des parcs pour séparer les animaux entrants et sortants, et les animaux sains des animaux malades.

### Multiplicité des véhicules de livraison des exploitations agricoles

Les parcs de rassemblement du Manitoba reçoivent des animaux malades et sains de tout l'Ouest canadien. La circulation aux alentours des parcs pose donc un risque inhérent dans les environs. De l'avis de certains, les véhicules en provenance des parcs qui passent devant les exploitations porcines posent un risque élevé.

### Emplacement géographique

Deux des principaux parcs de rassemblement sont plutôt mal situés pour la prise en charge des maladies. Ils ont été construits à l'origine à des endroits stratégiques pour la commodité des livraisons, mais cela pose certainement des problèmes aujourd'hui lorsqu'il s'agit de confiner les maladies.

### Gestion des fumiers

La manipulation du fumier et du lisier pose toujours un grand risque, et les déjections d'un parc de rassemblement sont encore plus difficiles à manipuler, car l'état sanitaire des animaux est incertain. Le compostage sur place de la paille et des fumiers pourrait être une bonne idée dans ces installations.

## ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

Il y a matière à amélioration dans les pratiques de gestion des fumiers et dans l'emplacement et l'aménagement des parcs de rassemblement du Sud-Est du Manitoba. Bien qu'ils soient limités par leur emplacement et par l'aménagement de leurs installations, les parcs de rassemblement atténuent les risques en assurant le N et D des quais d'arrivée, en contrôlant la circulation des véhicules, en accélérant le taux de roulement sur les lieux, en communiquant les procédures de biosécurité et en participant à la surveillance continue.

**Circulation des animaux et aménagement des parcs** – Tous les animaux devraient circuler dans le même sens, et les parcs devraient être configurés en fonction de ce mouvement. Il est important aussi que le personnel ne fasse pas le va-et-vient entre les zones infectées et non infectées.

**Déménagement des parcs** – C'est une solution à long terme, mais elle sera envisagée par le secteur à partir de maintenant. Il faut bien sûr que ce soit rentable.

**Étude de la possibilité de composter les fumiers** – Étant donné les risques aux parcs de rassemblement, il a été suggéré d'envisager le compostage des fumiers sur place. Cela éliminerait ou réduirait considérablement le risque de transférer les maladies.

**Poursuite de la consultation sectorielle avec les parcs de rassemblement** – Les acteurs conviennent qu'une vaste consultation sectorielle et la poursuite des discussions avec les parcs de rassemblement sont des facteurs de réussite déterminants.

## Abattoirs

Comme dans les parcs de rassemblement, les risques peuvent être élevés dans certains abattoirs. La question est de s'assurer qu'ils participent activement au processus.

### Points sensibles

Certains abattoirs sont particulièrement sensibles aux questions de réglementation. Par conséquent, ils doivent être mobilisés stratégiquement.

## ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

**Mobilisation directe des acteurs** – Il est considéré que la meilleure façon de mobiliser ce groupe est d'adopter une démarche coordonnée sous la direction du secteur. Structurée ainsi, l'initiative ne serait pas perçue comme une imposition législative, mais comme un processus sectoriel qui respecte leur réalité opérationnelle.

## Gestion des fumiers et enlèvement des animaux morts

La gestion des fumiers et l'enlèvement des animaux morts sont deux autres facteurs critiques dans la lutte contre les maladies. Bien qu'elles présentent des risques plus élevés, ces activités sont indispensables. Il est donc nécessaire de veiller à exécuter ces tâches nécessaires en réduisant leurs risques.

### Risque de contamination/d'infection inconnu

Bien que la présence de la DEPV soit aisément confirmée par des tests, le risque d'infection posé par le fumier positif pour la DEPV est inconnu. Des questions se posent encore au sujet de la durée pendant laquelle le virus reste actif lorsqu'il est excrété dans le fumier.

C'est une question névralgique, car il reste du fumier sur un certain nombre de propriétés précédemment infectées qui sont maintenant régularisées (présumées négatives). Ce fumier devra être épandu au printemps, mais les équipes d'épandage ne savent pas très bien comment le traiter pour ce qui est des risques à long terme.

De même, des questions ont été soulevées au sujet du risque de transmission posé par les animaux morts, car certaines exploitations agricoles ont encore des carcasses dont elles doivent se débarrasser.

### Épandage

Le risque associé à l'épandage des fumiers infectés par la DEP doit être étudié plus avant. Il est indispensable de trouver un moyen d'analyser l'infektivité du virus, par exemple dans le purin des fosses contaminées. Un dosage biologique sur porc vivant n'est pas nécessaire.

### Points d'accès uniques

La biosécurité est très difficile à assurer quand tout le monde utilise le même point d'accès pour entrer et sortir d'une exploitation, comme quand les services d'épandage de fumier accèdent à la fosse à purin par la même voie d'accès que le personnel.

## ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

**Recherche supplémentaire** – Il a beaucoup été question de développer les données scientifiques sur le risque posé par le fumier à la suite d'une infection. Étudier l'infektivité de la DEP sur un site isolé serait une option. Cela donnerait de précieux renseignements tout en limitant le risque de propager l'infection.

*En gros, les questions clés auxquelles il faut répondre sont les suivantes : Pendant combien de temps un site est-il encore « présumé négatif » si le fumier n'a pas été enlevé? Pendant combien de temps la maladie demeure-t-elle infectieuse – à supposer qu'elle soit encore positive selon l'analyse de réaction de polymérisation en chaîne (RPC)?*

**Champs d'épandage** – La planification et les efforts logistiques pour trouver des champs d'épandage à proximité des exploitations positives et la séparation des équipes et de l'équipement d'épandage d'après le statut infectieux ont été des mesures très efficaces. Les partenaires sectoriels se sont concertés pour accomplir la tâche.

**Création d'un groupe de coordination pour les animaux morts** – Vu l'efficacité de la démarche concertée pour travailler avec les fournisseurs de services sur les questions de fumier, les participants ont jugé qu'il serait bon aussi de créer un groupe de travail pour l'enlèvement des animaux morts. La biosécurité serait de la plus haute importance si une telle démarche était adoptée.



**Points d'accès secondaires aux exploitations agricoles et aux parcs de rassemblement** – Certains répondants considéraient que du point de vue de la biosécurité, l'idéal serait de prévoir un point d'accès secondaire pour les services d'épandage de fumier et de ramassage des animaux morts. D'autres ont toutefois fermement soutenu qu'il est pratiquement impossible d'obtenir l'autorisation des municipalités rurales pour créer des points d'accès secondaires.

**Mobilisation directe des acteurs** – Les répondants considéraient qu'une démarche coordonnée par le secteur serait le meilleur moyen de mobiliser directement les acteurs. Présentée de cette façon, l'initiative ne serait pas perçue comme l'imposition d'une décision législative, mais comme un processus sectoriel qui respecte les réalités opérationnelles.

### **Restrictions de poids sur la voie publique**

La question a été soulevée plusieurs fois, tant dans les entretiens que durant la discussion dirigée. Vu l'emplacement géographique de la principale zone de production et l'importance de la séparation pour la biosécurité, il faut s'assurer que toutes les liaisons possibles sont ouvertes.

#### **Restrictions de poids sur la voie publique**

Il n'y a qu'un nombre fixe d'itinéraires possibles en situation d'urgence. Durant l'éclosion, l'imposition de restrictions de poids sur la voie publique a énormément limité les options d'acheminement dans une ou deux zones clés. Il a été noté que les restrictions de poids sur la voie publique au printemps font passer les déplacements de bétail à haut risque très proches des porcheries. Pour emprunter l'itinéraire le moins risqué, des exemptions spéciales pour les déplacements à haut risque en provenance des parcs de rassemblement ont été accordées en 2017 et seront revues annuellement.

### **ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER**

**Collaboration avec les organismes publics (Infrastructure Manitoba) pour que les liaisons essentielles ne soient pas frappées par les restrictions de poids** – Durant la séance de travail, il a été indiqué que la question avait déjà été abordée, mais qu'une confirmation annuelle était encore nécessaire. Il est indispensable de maintenir ce processus, et bien que l'idéal soit de trouver une solution permanente, l'approche annuelle est sans doute plus réaliste.

## 4.0 Résumé et conclusions

Dans les pages précédentes, nous avons présenté les constatations des consultations individuelles et de l'atelier sur l'expérience de la DEP au Manitoba en 2017. Prendre le temps de réfléchir et de réunir l'information clé des acteurs à la suite d'un événement indésirable est non seulement une bonne pratique, c'est un important point de référence pour les futures activités de prévention et de prise en charge des maladies animales.

La section suivante présente les enseignements à tirer selon deux perspectives : premièrement, les enseignements clés, les points à retenir qui s'appliquent peu importe la maladie, la province ou la filière et qui ont des incidences dans les secteurs public et privé; et deuxièmement les enseignements qui s'appliquent spécifiquement à certains domaines du secteur porcin au Manitoba.

### Enseignements clés

- **Protocoles et pratiques de biosécurité ou de bioconfinement À HAUT RISQUE** – Beaucoup de ces protocoles et pratiques peuvent être établis à l'avance – et devraient l'être. Il est essentiel de réfléchir aux étapes nécessaires des activités habituelles comme les livraisons d'aliments ou le ramassage d'animaux morts. Il faut prévoir du personnel à plein temps, des camions et de l'équipement pour servir les exploitations ayant un niveau de risque similaire.
- **Nettoyage et désinfection** – Cet aspect est plus exigeant et plus prescriptif que ce à quoi les producteurs peuvent s'attendre. D'ici la prochaine éclosion de DEP (ou d'une autre maladie), nous avons l'occasion d'élaborer et de diffuser les étapes et les exigences principales d'un N et D efficace des exploitations infectées.
- **Communications sectorielles** – Il faut développer et clairement identifier les voies, moyens et processus jugés les plus efficaces pour diffuser les renseignements essentiels dans les meilleurs délais. Cela demande des investissements, ainsi que du personnel et des mécanismes spécialisés (site Web, système d'assemblée publique, etc.).
- **Capacité d'appoint** – Il faut avoir prévu des ressources supplémentaires à l'usage de tous, comme le partage interprovincial de ressources et de personnel. Cela vaut autant pour les laboratoires que pour les associations, les bureaux du gouvernement et les producteurs. En bout de ligne, mieux vaut être préparé pour 80 exploitations positives de plus et n'avoir à composer qu'avec un plus petit nombre, mais dans un cas comme dans l'autre, il est indispensable de disposer de la plus grande capacité d'appoint possible.
- **Début de la prise en charge de la maladie et de la riposte** – Offrir un service à une poignée d'exploitations au début d'une éclosion comporte des défis particuliers. Il peut être difficile, au départ, d'obtenir des ressources pour un petit nombre d'exploitations infectées et de les séparer des ressources destinées aux exploitations saines.
- **Traçabilité** – La traçabilité en général, et PorcTracé en particulier, fonctionnent bien. Le système permet clairement une riposte plus rapide et beaucoup plus efficace en cas d'éclosion. L'enregistrement du numéro d'identification de l'exploitation (NIE) et la déclaration des déplacements sont essentiels au contrôle et à l'éradication de la maladie. Tous les producteurs, y compris les petits exploitants, devraient être sensibilisés aux avantages de la traçabilité et encouragés à enregistrer leur NIE et à déclarer tous leurs déplacements.
- **Ententes de non-divulgaration** – Il est primordial de pouvoir diffuser l'information à titre préventif. Une entente de non-divulgaration type pourrait faire partie du processus d'enregistrement du NIE. L'entente pourrait entrer en vigueur en cas de maladie animale grave.

Le principal point commun à tous les éléments ci-dessus est que ce travail peut et doit être accompli « en temps de paix », après une éclosion ou en prévision des suivantes.

**Chacun de ces éléments est pertinent dans le contexte du secteur porcin du Manitoba. Mais surtout, ces enseignements s'appliquent :**

1. à d'autres maladies hautement contagieuses que la DEP;
2. dans d'autres provinces que le Manitoba;
3. dans d'autres filières que la filière porcine.

C'est pourquoi nous vous encourageons à diffuser le présent rapport à d'autres secteurs et organismes gouvernementaux et à leurs dirigeants, au-delà du secteur manitobain du porc et dans tout le secteur canadien du bétail.

## Enseignements particuliers

La section suivante présente un bilan des enseignements possibles sur des aspects particuliers soulevés lors des discussions avec les acteurs durant notre examen.

**Tableau 1 : Résumé des mesures suggérées – Capacité d’appoint**

Élément à considérer	Mesure à envisager
<b>Ajustements en fonction du stade de l’éclosion</b>	Systématiquement établir une échelle de la maladie.
<b>Nombre d’échantillons</b>	Explorer la viabilité de réduire le nombre d’échantillons requis en fonction du stade de la maladie.
<b>Processus de classement des échantillons</b>	S’assurer que tout le monde comprend les critères de classement des échantillons et les délais d’exécution correspondants.
<b>Utilisation d’autres fournisseurs de services de laboratoire</b>	Exploiter les relations avec d’autres fournisseurs de services et négocier des ententes préapprouvées.
<b>Concertation</b>	Consulter toutes les parties pour comprendre les possibilités et les obstacles particuliers.
<b>Envoi d’échantillons par messagerie</b>	Trouver moyen de simplifier et d’uniformiser le processus de transport des échantillons.
<b>Infrastructures matérielles et biens supplémentaires</b>	S’assurer que l’équipement de laboratoire nécessaire est disponible au moment voulu. Il peut falloir acheter de l’équipement supplémentaire ou négocier des ententes officielles pour faire un usage plus efficace de l’équipement existant.
<b>Ententes avec les fournisseurs de services</b>	Tenir compte du caractère infamant de la maladie pour que les services nécessaires durant une éclosion ne soient pas refusés, par peur, à ceux qui en ont le plus besoin.
<b>Formation et communication continues</b>	Recourir aux communications proactives et aux campagnes de sensibilisation pour réfuter les mythes et réduire la stigmatisation.
<b>Ententes préapprouvées</b>	Négocier des ententes préapprouvées avec des fournisseurs de services, ainsi que des ententes sur les budgets, les gens et les autres ressources.

**Tableau 2 : Résumé des mesures suggérées – Communications et collaboration**

Élément à considérer	Mesure à envisager
<b>Étape de l’éclosion</b>	Établir des points de déclenchement pour que les communications soient liées spécifiquement au statut de la maladie et aux mesures nécessaires à ce moment.
<b>Utilisation de la structure d’intervention sanitaire coordonnée du Manitoba (MCDR)</b>	S’assurer que les documents de divulgation sont signés pour que des mesures rapides puissent être prises dès la confirmation des résultats.
<b>Géorepérage et autres techniques</b>	Étudier des applications susceptibles de rehausser l’efficacité et l’efficacé des transferts de données.
<b>Encourager la divulgation précoce/l’action rapide</b>	Explorer la possibilité d’intégrer des ententes de divulgation précoce dans les processus établis.
<b>Contrats de services</b>	Négocier des clauses de non-concurrence avec des points de déclenchement précis.
<b>Élaborer des arbres de décision</b>	Définir clairement les options de prise en charge de la maladie par les acteurs à l’aide d’arbres de décision indiquant différents cheminements et offrant la possibilité d’ajuster leur approche.
<b>Faire les démarches en temps de paix</b>	Agir en amont en prévenant les maladies et en favorisant la santé.
<b>Tisser des liens</b>	Apprendre à connaître les acteurs du secteur; le fait d’avoir créé et entretenu des relations professionnelles favorise la collaboration lors d’une éclosion.
<b>Se concentrer sur les exploitations touchées</b>	Contacteur les exploitations initialement touchées par la maladie et gagner leur confiance. De telles relations sont indispensables pour comprendre les difficultés exceptionnelles auxquelles ces exploitants sont aux prises et pour trouver des protocoles de prise en charge de la maladie qui soient réalistes.
<b>Susciter des comportements appropriés</b>	Clairément faire savoir que la divulgation précoce est décisive pour confiner la maladie et protéger l’ensemble du secteur. Rappeler que les acteurs seront appuyés tout au long du processus.
<b>Opportunité/cohérence des communications</b>	Fournir aux acteurs touchés l’information nécessaire pour limiter la propagation de la maladie, y compris les noms des sites et leur statut sanitaire.

**Tableau 3 : Résumé des mesures suggérées – Biosécurité à la ferme et dans le secteur**

Élément à considérer	Mesure à envisager
<b>Plans à la ferme préapprouvés</b>	Fournir aux exploitants des modèles de plans à la ferme.
<b>Biosécurité dans la ZAR</b>	La ZAR devrait avoir la plus haute priorité à l'étape de la planification.
<b>Séparation du personnel</b>	Ne pas partager le personnel entre les sites des zones tampons. Le personnel ne devrait se déplacer que des sites négatifs vers les sites positifs, et non le contraire.
<b>Biosécurité/bioconfinement internes</b>	Faire connaître les avantages de la biosécurité, notamment pour empêcher la propagation des maladies et offrir des gains de productivité.
<b>Nettoyage et désinfection</b>	S'assurer que tout l'équipement est démonté pour être complètement nettoyé et désinfecté, que l'équipement brisé est éliminé, et que l'équipement jetable est jeté après usage.
<b>PN pour se rendre sur les sites à forte circulation</b>	Réduire la confusion et le risque en veillant à ce que tout le monde ait accès à la procédure normalisée (PN) et la comprenne à fond avant d'aller dans un abattoir ou un parc de rassemblement.
<b>Itinéraires établis d'avance</b>	Collaborer avec les municipalités régionales pour choisir le meilleur moyen de déterminer quelles sont les liaisons où le passage est autorisé et lesquelles sont en travaux et/ou ne sont plus entretenues.
<b>Traçabilité</b>	Faire connaître les avantages de la traçabilité en général, et de PorcTracé en particulier, en se servant de l'expérience de l'éclosion de DEPV, et encourager les producteurs de bétail à demander un NIE et à déclarer tous les déplacements.
<b>Élaboration d'un outil d'audit des meuneries</b>	Contactez les fournisseurs d'aliments pour animaux et travailler en concertation et en amont sur un outil d'audit fondé sur les risques pour repérer les brèches de biosécurité en vue de prévenir les maladies ou en limiter la propagation.
<b>Excrétion</b>	Les porcs à l'engrais devraient être traités comme s'ils étaient séropositifs jusqu'à leur abattage, car il est possible qu'ils excrètent encore le virus.
<b>Immunité lactogénique</b>	Retirer les porcelets des sites positifs immédiatement après leur sevrage.
<b>Mise-bas</b>	Prévoir une pause de 6 semaines après la mise-bas pour permettre le développement de l'immunité des truies et assurer un bon nettoyage.
<b>Cuisson</b>	Il faut exposer toutes les surfaces de la remorque ayant été en contact avec les porcs à une température de 71 °C pendant au moins 15 minutes pour que cette forme d'assèchement thermo-assisté (cuisson) soit efficace.
<b>Séparation de l'équipement</b>	Séparer l'équipement (remorques, camions d'équarrissage, etc.) selon les catégories de risque des sites/des porcs pour ne pas propager le virus aux exploitations négatives.

**Tableau 4 : Résumé des mesures suggérées – Domaines encore à risque**

Élément à considérer	Mesure à envisager
<b>Changements à la circulation des animaux</b>	Assurer une circulation à sens unique des animaux et du personnel dans les parcs de rassemblement.
<b>Changements à la configuration des parcs de rassemblement</b>	Explorer de nouvelles stratégies pour réduire les risques durant la livraison des animaux.
<b>Emplacement des parcs de rassemblement</b>	Tenir compte de la région environnante, de l'accessibilité et du potentiel d'accroissement des risques de maladie en déterminant l'emplacement de nouveaux parcs de rassemblement.
<b>Possibilité de composter le fumier dans les parcs</b>	Explorer la possibilité de composter le fumier sur place.
<b>Poursuite de la consultation et de la collaboration avec les parcs de rassemblement</b>	Renforcer la relation avec les parcs de rassemblement par des discussions concertées et des priorités communes.
<b>Mobilisation directe des acteurs</b>	Coordonner une démarche pilotée par le secteur pour communiquer rapidement avec les acteurs directs.
<b>Recherche supplémentaire sur la transmission des maladies par le fumier</b>	Faire de la recherche pour déterminer le moyen le plus sûr de traiter le fumier entreposé durant une éclosion.
<b>Groupe de coordination pour les animaux morts</b>	Créer des groupes de travail spécialisés pouvant chacun se concentrer sur un problème et sa solution.
<b>Points d'accès secondaires aux exploitations</b>	Encourager les acteurs à déterminer s'il serait viable d'établir d'autres points d'accès à leur exploitation pour les services d'épandage de fumier et de ramassage des animaux morts.
<b>Restrictions de poids sur la voie publique</b>	Poursuivre la collaboration avec Infrastructure Manitoba pour s'assurer que le secteur aura accès aux liaisons principales et qu'il pourra instaurer des mesures de biosécurité améliorées.

## Étapes suivantes

À la lumière des données contextuelles et des nombreuses idées exprimées par les acteurs et présentées dans le présent document, il est essentiel de prendre des mesures pour clarifier et résoudre les problèmes mentionnés, en précisant clairement les rôles et les responsabilités, les actions nécessaires et les produits livrables.

### Secrétariat permanent

Le Manitoba a l'occasion de créer un secrétariat permanent de gestion des urgences sanitaires animales; celui-ci pourrait être mandaté pour appliquer en tout ou en partie les suggestions des acteurs résumées dans le document. Essentiellement, le secrétariat ferait en sorte que le secteur porcin du Manitoba tire les enseignements nécessaires.

L'objet initial pourrait être la DEP, mais il n'y a aucune raison de limiter le secrétariat à cette seule maladie ou au secteur porcin. Le fait est qu'il est indispensable pour tous les acteurs d'être préparés à composer avec une maladie. Le présent rapport pourrait fournir l'orientation initiale du secrétariat, qui travaillerait avec tout le secteur du bétail manitobain.

La Coalition pourrait être en mesure de trouver des fonds de démarrage pour un tel secrétariat dans le cadre du projet élargi de gestion des urgences en santé animale qui fait actuellement l'objet d'une demande de financement auprès du Partenariat canadien pour l'agriculture (PCA) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Le travail en question serait essentiellement la suite du projet qui a financé la présente étude et d'autres outils de gestion des urgences pour les associations du secteur du bétail du Manitoba.

### Analyse des coûts

Comme mentionné, pratiquement tous les acteurs ont subi les contrecoups financiers de la DEP et des mesures qui ont été prises pour l'endiguer. Jusqu'à maintenant, ces coûts n'ont pas été formellement et complètement comptabilisés.

La pleine connaissance du coût total est un puissant levier. Une comptabilité complète des coûts aurait plusieurs fins utiles, dont celle de valider le besoin d'un secrétariat. Son principal intérêt serait peut-être de permettre une discussion plus éclairée des avantages relatifs de chaque activité de lutte contre la maladie, qui comporteront toutes probablement des coûts supplémentaires. Essentiellement, le secteur manitobain du porc possède une connaissance approfondie de ce que la DEP a coûté en 2017. Une fois cette connaissance chiffrée, elle pourrait servir de base de référence à partir de laquelle des options et des scénarios coûts/avantages pourraient être élaborés en prévision d'éclosions futures.

### Derniers commentaires

Les acteurs du secteur manitobain du porc ont vécu une expérience de maladie extrêmement difficile en 2017, et il serait naïf de suggérer qu'elle a eu des aspects positifs.

Par contre, les enseignements tirés de cette expérience, et la mise en œuvre de stratégies pour y faire face, peuvent certainement atténuer les coûts d'épisodes futurs, et même réduire l'éventualité qu'ils ne se répètent. Les acteurs se sont rapidement rendus compte que la biosécurité était un élément clé de la riposte contre la DEP et ont apporté des changements importants à leurs propres méthodes et activités, ce qui aura des avantages à long terme sur plusieurs fronts.

Les acteurs ont pris part à d'autres activités dans le cadre de la mouture actuelle du projet de gestion des urgences en santé animale (GUSA) de la Coalition – dont le présent rapport fait partie. Collectivement, ces activités ont déjà relevé les niveaux de sensibilisation et de formation et conduit à la mise en œuvre d'un plan robuste pour le personnel du Conseil manitobain du porc et d'un guide pour les producteurs de porc du Manitoba. Toutes ces activités devraient aider le secteur à être mieux préparé dans l'éventualité d'un autre épisode sanitaire malheureux.

Le Conseil manitobain du porc a l'occasion de renforcer la gestion des urgences sanitaires animales dans le secteur en l'harmonisant avec les efforts similaires déployés dans d'autres secteurs et d'autres provinces. Cela peut se faire en travaillant dans le cadre du prochain projet de GUSA de la Coalition, lequel se déroulera au cours des cinq prochaines années avec le financement du PCA.

Si cela se concrétise, les coûts engagés en 2017 pourront être considérés comme un investissement dans la productivité et la rentabilité futures, ce qui assurera la durabilité et la résilience du secteur malgré sa vulnérabilité connue à des épisodes graves de maladies animales comme la DEP.